

8 Grande interview

«Le modèle suisse fonctionne, et il est résilient»

GERHARD SCHWARZ Malgré la pandémie et l'absence d'accord-cadre avec l'UE, la Suisse conserve d'excellentes perspectives. Les particularismes politiques du pays ne sont pas des obstacles à sa prospérité mais l'une des meilleures raisons, selon l'auteur de «La Suisse a un avenir», de se dire optimiste pour son futur

PROPOS RECUEILLIS
PAR EMMANUEL GARESSUS, ZÜRICH
@garessus

Enfin des bonnes nouvelles. Le cadre politique et institutionnel, davantage encore que les facteurs économiques, offre à la Suisse une résilience, une capacité d'adaptation et une autonomie qui lui garantissent d'excellentes perspectives, selon Gerhard Schwarz, l'auteur de *La Suisse a un avenir* (Die Schweiz hat Zukunft, NZZ Libro).

Nombreux sont les auteurs à célébrer la réussite économique du pays. Mais, en fait, l'économie ne suffit pas à elle seule à comprendre les raisons qui conduisent à son statut de premier de classe. L'écrivain Gottfried Keller [1819-1890] montrait déjà que la Suisse se définissait comme une idée politique. Gerhard Schwarz, président du laboratoire d'idées Progress Foundation après avoir dirigé Avenir Suisse, loue, dans son livre, les particularismes institutionnels: un pays anti-élitaire, construit de bas en haut, non centraliste, fédéraliste, pragmatique, souverain, à la recherche de compromis et capable de traverser les crises. «La Suisse est un modèle qui ne fonctionne pas uniquement par beau temps», écrit Gerhard Schwarz. Mais, comme les institutions sont le fruit d'une longue histoire et de ses aléas, le modèle, subtil mélange de liberté individuelle et de subsidiarité, ne peut pas être reproduit ailleurs.

Dans de nombreux pays, il est coutume de dire «l'Etat, c'est nous». Cette phrase est empreinte d'une grande hypocrisie, mais en Suisse elle correspond à la réalité, écrit-il. Sans doute, la politique suisse avance lentement. «Mais un retard ou une lenteur n'est problématique que si le train avance dans la bonne direction. En politique, dans le meilleur des cas, les trains vont aussi souvent dans la bonne que dans la mauvaise», ironise-t-il.

Lors de notre entretien, le surlendemain de ses 70 ans, cet ancien coauteur, en 1991, du Livre blanc qui présentait un programme de réformes libérales, rejette le défaitisme ambiant ou l'absence d'alternatives à l'accord-cadre, comme le reproche de profiter de l'UE.

L'ouvrage de Gerhard Schwarz est-il conservateur? Aucusement, quiconque défend des valeurs qui font leur preuve durant une phase difficile doit œuvrer aux réformes structurelles et les approuver, dit-il.

L'économiste présente donc les clés de ce pays si mal compris qu'est la Suisse et avance son cata-

logue de mesures pour renouveler le système de concordance, revitaliser l'esprit de milice, la démocratie directe et renforcer le non-centralisme.

Est-ce que le titre de votre ouvrage, *La Suisse a un avenir*, n'est pas un peu provocateur au moment où le pays peine à se réformer, à gérer la pandémie et à trouver sa place en Europe? Un titre simplifie une réalité forcément complexe. Il exprime une perspective à long terme plutôt qu'une analyse de l'immédiat. Le moment de la parution est aussi le fruit du hasard, car j'y travaille depuis longtemps. Je suis convaincu que le modèle suisse fonctionne, qu'il est résilient et qu'il n'est pas remis en cause par la pandémie.

Est-ce que le modèle suisse survivra au Covid-19? Je crains que la pandémie, en Suisse et ailleurs, conduise à un rôle accru de l'Etat et du centralisme, à une hausse des impôts, compte tenu de l'augmentation des dépenses publiques et de nouvelles réglementations. La tendance est globale. La Suisse ne pourra pas s'y soustraire totalement, mais je peux m'imaginer qu'elle résistera mieux que d'autres.

Les caractéristiques essentielles du modèle suisse, du «Sonderfall», ne sont-elles pas en train de s'affaiblir, à l'image du fédéralisme et de l'esprit de compromis? Non, au contraire. Des voix critiques font croire que le fédéralisme n'a pas sa place en période de crise. Je constate qu'il a continué de fonctionner. Les Grisons et la Suisse centrale ont, par exemple, gardé leurs terrasses ouvertes sur les pistes de ski, et d'autres pas – au moins pendant quelques semaines. Le rythme et les stratégies de vaccination ont aussi été multiples et variés. C'est un bon signe. Mon regard est critique sur la politique suisse durant la pandémie, mais je note que les restrictions sont parfois plus dures en Autriche, ma patrie d'origine. Je ne serais certainement pas plus heureux dans les pays voisins qu'en Suisse.

La Suisse a toujours occupé les premiers rangs en termes d'innovation et de liberté économique. Aujourd'hui, pouvons-nous être contents de ne plus être que moyens durant la pandémie? Nous sommes un peu au-dessus de la moyenne et ne sommes plus habitués à ne pas appartenir aux premiers rangs. La pandémie n'est toutefois pas aisée à gérer. Aucun pays n'est exempt de reproches. Mon livre apporte plutôt une vision globale de la Suisse et elle est optimiste.

Dans son livre de 1964 sur Le Malaise helvétique, Max Imboden disait que la Suisse était révolutionnaire au XIXe siècle, quand elle était leader économique mondial, puis conservatrice au XXe siècle. Qu'est-elle aujourd'hui? Depuis la Deuxième Guerre mondiale, la Suisse s'est bien développée. Ces dix dernières années, nous sommes demeurés parmi les plus compétitifs et productifs du monde. Cette performance n'est pas dérisoire. Certains voisins ont pu faire une partie de leur retard ces dernières années et profiter d'un effet de base.

Il est difficile de rester au sommet de la hiérarchie mondiale face à des concurrents dynamiques, brillants et courageux. La Suisse n'est pas en déclin. Elle n'est pas entièrement conservatrice. Elle avance et se réforme par petites touches. Le modèle suisse est promis à un bel avenir. Aucun autre pays n'accueille autant de multinationales, relativement à sa population. Les conditions-cadres restent un formidable atout à conserver et entretenir. Le site suisse reste performant.

La Suisse est un succès économique grâce à son modèle d'économie de marché ouvert au monde. Le risque n'est-il pas celui d'un besoin de sécurité trop accentué? Le succès dépend de l'échelle de mesure. Est-ce par rapport à Singapour, la Corée du Sud et Taïwan ou par rapport à nos voisins? On peut détailler les risques et les défauts, mais nous présentons par exemple le plus fort taux d'immigration d'Europe et les meilleures universités.

Existe-t-il encore un consensus pour défendre le modèle libéral suisse que vous décrivez? La majorité des citoyens soutiennent les caractéristiques politico-économiques du pays. Une opposition au modèle a toujours existé.

Quand je suis venu en Suisse, à Saint-Gall, un an après 1968, cer-

PROFIL

19 avril 1951 Naissance dans le Vorarlberg (Autriche).

1980 Doctorat en économie à l'Université de Saint-Gall.

1994 Chef de la rubrique économique à la «NZZ».

2010-2016 Directeur du laboratoire d'idées Avenir Suisse.

2014 Président du laboratoire d'idées Progress Foundation.





(DÉSIRÉE GOOD/13 PHOTO POUR LE TEMPS)

LE QUESTIONNAIRE DE PROUST

Un livre majeur sur l'histoire suisse?

«Das Laboratorium des Fortschritts», de Joseph Jung, sur la naissance de la puissance économique suisse au XIX^e siècle et sur ses pionniers.

Une source d'inspiration intellectuelle?

L'écrivain Mario Vargas Llosa, qui vient de publier «L'Appel de la tribu», un intellectuel dont les opinions sont passées du communisme au libéralisme.

Une rencontre clé durant votre parcours?

Walter Adolf Jöhr, recteur de l'Université de Saint-Gall et fils de l'ancien président de Credit Suisse. Je fus l'assistant de ce fondateur du centre de recherche en économie nationale.

Une ville suisse?

Saint-Gall, où j'ai étudié en venant d'Autriche et où j'ai été naturalisé.

Un musicien?

Bach bien sûr, étant président de la J. S. Bach-Stiftung, mais aussi, préalablement Franz Schubert.

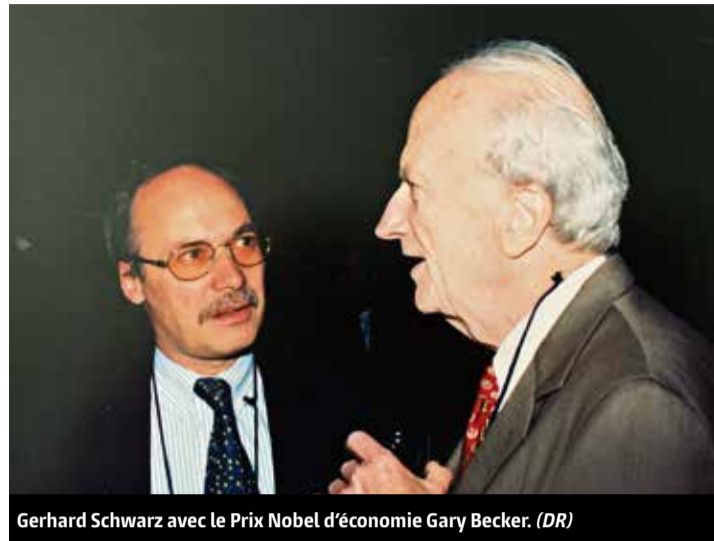
A 70 ans, la vieillesse?

Une forme d'inaction et d'altération, ainsi que de raccourcissement des perspectives.

tains étudiants s'opposaient à la concurrence fiscale sous prétexte qu'elle menaçait l'égalité. Cet état d'esprit demeure très répandu en Europe, où l'on peine à comprendre les effets négatifs des régulations et des impôts. Ces idées se sont aussi propagées en Suisse sous l'impulsion de l'UE.

Heureusement, la majorité des Suisses considèrent, sur la base de la théorie comme de la pratique, que la concurrence est un atout et qu'elle est créatrice de prospérité.

Peut-on faire, en Suisse, la même séparation que David Goodhart entre les «Somewhere», attachés à leur identité nationale, et les «Anywhere», les mondialistes, comme on le fait souvent en France et aux Etats-Unis? Un aspect fascinant et leur analyse des événements internationaux témoigne d'un horizon extrêmement large. Je suis impressionné par ces individus capables de réunir dans leur approche des intérêts divergents, pour le pays et pour le monde, pour l'individualisme et la solida-



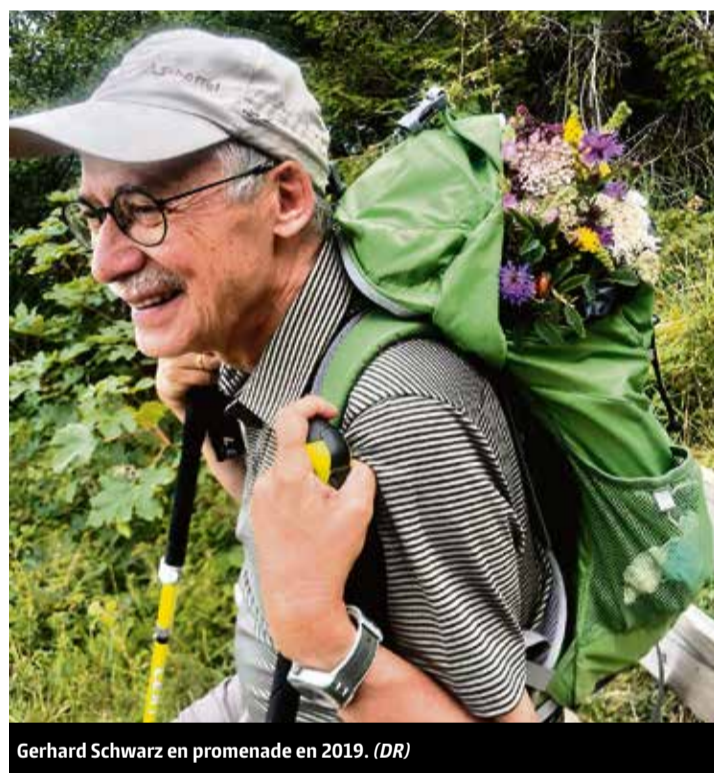
Gerhard Schwarz avec le Prix Nobel d'économie Gary Becker. (DR)



Gerhard Schwarz avec Fritz Leutwiler, l'ancien président de la BNS, de 1974 à 1984. (DR)



Gerhard Schwarz avec James Buchanan, Prix Nobel d'économie en 1986. (DR)



Gerhard Schwarz en promenade en 2019. (DR)

rité. Les Suisses rassemblent les deux typologies de Goodhart.

Quelle est votre réponse au défi européen? Est-ce qu'un libre-échange mondial selon les règles de l'OMS vaut davantage qu'un accès au marché européen, y compris au prix de l'accord-cadre? Le marché européen offre naturellement de grands avantages aux entreprises, mais son intérêt est inférieur à l'alternative d'un libre-échange global, avec les Etats-Unis, le Japon ou la Chine. Pour accéder au marché intérieur européen, je ne suis pas prêt à payer un prix politique tel que celui de l'accord-cadre actuel.

Quel serait votre plan B à cet accord institutionnel? L'alternative est semblable à celle que j'avais présentée dans un article deux jours après le non à l'EEE en 1992. La Suisse doit procéder à autant de réformes que possible sans entrer en conflit avec l'UE. Elle doit accroître sa compétitivité internationale et ainsi tenter de surcompenser les inconvénients liés à l'absence d'accord institutionnel avec l'UE.

Par quels moyens? On craint que l'accord institutionnel désavantage fortement les PME exportatrices dans leurs efforts d'homologation des produits et des services dans l'UE. Mais il est possible d'apporter des allègements de charges aux entreprises à travers des solutions autonomes. Je pense par exemple à la TVA. Les différents taux coûtent très cher aux PME. Un taux unique éliminerait les coûts administratifs.

Avec l'harmonisation fiscale visée par Joe Biden et l'OCDE, est-ce possible de se distinguer fiscalement? En tant que 28^e pays de l'UE, si nous en faisons partie, certainement pas. Ne soyons pas naïfs. Nous n'échapperons pas à la tendance de fond. Mais des possibilités de se profiler favorablement demeurent, par exemple avec une TVA inférieure aux concurrents et un taux unique. Les tendances à l'harmonisation ne me plaisent pas, mais nous sommes un petit pays et ne pouvons que réagir et nous adapter du mieux possible.

Les réformes que vous envisagez dans votre livre supposent une ouverture aux compromis, lesquels forment un pilier majeur du modèle suisse. Comment retrouver cet esprit de compromis? L'exercice est devenu plus compliqué parce que les différences d'opinions sont plus profondes et plus tenaces. Je pense qu'une fois réglée la ques-

tion de l'accord-cadre avec l'UE, les autorités trouveront des compromis plus facilement. Aujourd'hui, certains groupes politiques espèrent que la pression de l'UE conduise aux résultats qu'ils souhaitent sans prendre eux-mêmes l'initiative.

Si la Suisse ne signe pas l'accord institutionnel mais demeure avec l'UE dans une relation amicale de bon voisinage, nous pourrions trouver des accords solides au parlement et avancer dans notre agenda de réformes plutôt que d'aligner des compromis boiteux.

Je suis suffisamment optimiste pour croire que notre seule chance de réforme ne consiste pas à nous lier plus étroitement à l'UE et à accepter les projets ficelés à Bruxelles. D'ailleurs, les réformes envisagées par l'UE pourraient ne pas être positives pour nous. A mes yeux, l'agenda économique et politique de Bruxelles n'est pas libéral.

La concordance appartient au modèle suisse, écrivez-vous. Faut-il modifier le système pour intégrer les Verts au Conseil fédéral? La concordance est, pour moi, indissociable de la création de la formule magique et de la volonté, exprimée dans les années 1950, de représenter 85% des citoyens au Conseil fédéral. Par conséquent, si les Verts et les vert libéraux poursuivaient sur leur lancée, ils devraient en faire partie. Je propose toutefois que les règles soient fixées dans une perspective à long terme, sans surréagir aux effets de mode. Il faudrait aussi, dans la répartition des partis au Conseil fédéral, prendre en compte le fédéralisme, donc le Conseil des Etats, et pas seulement les élections au Conseil national.

Que pensez-vous de la montée en puissance de la Conférence des directeurs cantonaux (finance, santé, éducation) dans les institutions? Je déplore cette évolution qui mène à la création d'un quatrième étage institutionnel qui ne figure nulle part dans la Constitution. C'est le Conseil des Etats qui représente les cantons et non pas la Conférence des directeurs cantonaux de certains départements.

Qui aurait intérêt à éliminer ce 4^e étage de l'Etat? Les deux Chambres fédérales et le Conseil fédéral y trouveraient leur intérêt, parce que leur rôle en est affaibli.

La Suisse peut-elle se défendre face à cette nouvelle forme de lutte des classes que représentent les minorités et leur identité fondée sur le genre, l'ethnie ou la catégorie socioéconomique? Mon livre précédent portait sur les menaces contre la liberté d'expression (*Reden und reden lassen*, soit «S'exprimer» et laisser s'exprimer»). J'ignore si la Suisse peut mieux y résister. Elle a l'avantage d'accorder l'autonomie politique à 26 cantons. Si l'un d'entre eux prenait des mesures aussi absurdes que l'introduction de l'écriture inclusive, qui pour moi empêche de communiquer, le danger serait moindre que si la Berne fédérale l'imposait. La démocratie directe freine ce type de mouvement. La Suisse est mieux armée que d'autres pays face aux atteintes à la liberté d'expression.

Votre souci de cohésion nationale, exprimée par l'esprit de milice ou le vote des étrangers, traduit-il un besoin de renouvellement de la «Willensnation» suisse? Je me méfie du mot «Willensnation». Certes, il exprime une réunion de différentes langues et cultures derrière certaines valeurs, mais on oublie parfois le rôle du hasard dans notre histoire. Je pense toutefois que si nous appartenions à une entité supranationale, les frontières grandiraient davantage entre les Suisses romande et alémanique que celles qui nous séparent des pays voisins. ■